

Macronie : Le point sur l'affaire Benalla, quarante-huit heures après les premières révélations

samedi 21 juillet 2018, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 20 juillet 2018).

Visé par une procédure de licenciement lancée par l'Elysée, Alexandre Benalla a été placé en garde à vue vendredi. Le directeur de cabinet de l'Elysée a été entendu comme témoin.

Sommaire

- [Affaire Benalla : quand la \(...\)](#)
- [La préfecture de police de \(...\)](#)

L'affaire Benalla a pris une nouvelle tournure vendredi 20 juillet avec l'annonce, par l'Elysée, d'une procédure de licenciement visant Alexandre Benalla ainsi que son placement en garde à vue.

La diffusion de vidéos montrant ce chargé de mission auprès du chef de cabinet de la présidence de la République et chargé de la sécurité, identifié par *Le Monde* en train de frapper un jeune homme lors des manifestations du 1^{er}-Mai, a suscité un flot de critiques et de questions, et entraîné des réactions en chaîne.

Des « faits nouveaux », Alexandre Benalla bientôt licencié

Sous la pression, l'Elysée a finalement lâché Alexandre Benalla, quarante-huit heures après les premières révélations du *Monde*. Les sanctions prises jusqu'à présent, une mise à pied de deux semaines avec suspension de salaire et un changement d'affectation, étaient un « dernier avertissement avant licenciement », avait déclaré jeudi le porte-parole de l'Elysée, Bruno Roger-Petit.

Arguant de « faits nouveaux constitutifs d'une faute commise » et faisant « l'objet d'une procédure judiciaire », l'Elysée a annoncé vendredi avoir « pris la décision d'engager la procédure de licenciement d'Alexandre Benalla ». Sans donner plus de détails, la présidence a justifié cette décision par le fait que celui-ci, « aux fins de prouver son innocence, [...] aurait été destinataire d'un document de la préfecture de police qu'il n'était pas autorisé à détenir ».

Tout porte à croire qu'il s'agit d'images de vidéosurveillance, en lien avec l'enquête préliminaire ouverte, qui ont été « indûment communiquées à un tiers dans la soirée du 18 juillet », comme l'a révélé la préfecture de police dans un communiqué de presse, vendredi. C'est pour avoir extrait ces images que trois cadres de la préfecture de police de Paris ont été suspendus, jeudi soir, à titre conservatoire. Des agissements condamnés « lourdement » par le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb.

Alexandre Benalla et Vincent Crase placés en garde à vue

Dans la matinée, M. Benalla a été placé en garde à vue à Paris dans le cadre de l'enquête préliminaire ouverte la veille. Il est visé pour des faits de « violences en réunion par personne chargée d'une mission de service public », « usurpation de fonctions », « port illégal d'insignes réservés à l'autorité publique » et « complicité de détournement d'images issues d'un système de vidéoprotection ».

L'enquête a été ouverte à l'initiative du parquet de Paris, et les investigations ont été confiées à l'inspection générale de la police nationale et à la brigade de répression de la délinquance contre la personne.

Vincent Crase, un gendarme réserviste et agent d'accueil pour La République en marche (LRM), qui accompagnait Alexandre Benalla et les forces de l'ordre lors des manifestations du 1^{er}-Mai, a également été placé en garde à vue vendredi pour « violences en réunion par personne chargée d'une mission de service public » et « usurpation de fonctions ».

Le directeur de cabinet de l'Elysée entendu comme témoin

Supérieur hiérarchique de M. Benalla à l'Elysée, le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, Patrick Strzoda, a été entendu jeudi comme témoin dans l'enquête. C'est lui qui avait délivré une autorisation à Alexandre Benalla pour assister en tant qu'« observateur » à la manifestation parisienne du 1^{er}-Mai.

Contacté par *Le Monde* avant la publication de l'article révélant les brutalités commises par M. Benalla, M. Strzoda avait affirmé avoir convoqué son collaborateur le 1^{er} mai après avoir vu les vidéos des violences. Le directeur de cabinet assurait également avoir aussitôt prévenu le président de la République, alors en déplacement en Australie.

Selon nos informations, Alexandre Benalla disposait d'un certain nombre de privilèges auprès de l'Elysée. L'ancien « M. Sécurité » du président de la République avait ainsi lui-même déclaré être domicilié, depuis le 9 juillet, dans une dépendance de l'Elysée, au 11, quai Branly, dans le très chic 7^e arrondissement de Paris. Outre ce prestigieux logement de fonction, il dispose également d'une voiture avec chauffeur.

Commissions d'enquête et motion de censure

Alors que l'enquête judiciaire en est à son commencement, beaucoup de questions restent sans réponse : pourquoi l'Elysée n'a-t-il pas pris de sanctions plus fortes ? Pourquoi n'a-t-il pas signalé les agissements de M. Benalla à la justice ? Pourquoi celui-ci a-t-il continué à travailler pour l'Elysée ?

Vendredi, les débats parlementaires ont encore été parasités par l'affaire, alors que la commission des lois de l'Assemblée nationale a annoncé la veille s'être transformée en commission d'enquête pour une durée d'un mois, afin de faire la lumière sur « les événements survenus à l'occasion de la manifestation parisienne du 1^{er}-Mai ».

Réuni pour la première fois en tant que commission d'enquête, le bureau de la commission des lois a échoué à se mettre d'accord vendredi soir sur un calendrier d'audition, selon les députés.

La majorité a proposé que Gérard Collomb soit entendu lundi matin, et que l'audition du ministre soit la seule rendue publique, alors que les députés de l'opposition ont exigé qu'il soit entendu dès samedi matin, à 10 heures. Les députés de l'opposition ont également réclamé que toutes les auditions – dont celles des fonctionnaires de police – soient diffusées publiquement.

Peu après 18 heures, l'Assemblée avait suspendu ses débats dans l'attente des résultats de ce

bureau. La négociation a achoppé au moment où la majorité s'est aperçue d'une fuite : le contenu des échanges avait été diffusé sur La Chaîne parlementaire.

La députée Yaël Braun-Pivet (LRM), présidente de la commission des lois, a annoncé sur Twitter que le bureau se réunirait de nouveau dans la matinée de samedi 21 juillet, « pour délibérer de façon collégiale et dans le respect des règles de notre institution ».

La commission des lois du Sénat a annoncé de son côté qu'elle auditionnerait Gérard Collomb mardi après-midi, après avoir demandé, lundi, les prérogatives d'une commission d'enquête, pour une durée de six mois. De leur côté, les députés de La France insoumise ont proposé à tous les parlementaires de déposer ensemble une motion de censure du gouvernement.

Au cœur de la tourmente, Emmanuel Macron est resté stoïque et silencieux, refusant à de multiples reprises de répondre aux questions des journalistes alors qu'il était en déplacement en Dordogne jeudi. Vendredi, contrairement aux usages en vigueur lors d'une visite de chef d'Etat, le déjeuner de M. Macron avec le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, n'a pas été suivi d'une conférence de presse commune des deux dirigeants.

AFP, 20.07.2018

Affaire Benalla : quand la « bande d'Alexandre » suit Macron à l'Elysée

Autour d'Alexandre Benalla s'était formée une équipe soudée qui ne quitte jamais le sillage du président.

Un léger signe, discret, derrière une colonne. Un regard, un geste pour indiquer le chemin à suivre. Le 7 mai 2017, Emmanuel Macron fête sa victoire dans la cour du Louvre. Il marche dans la nuit, solitaire, au son de *L'Hymne à la joie*. Dans l'ombre, un homme accompagne ses pas jusqu'à l'estrade où il va prononcer son premier discours de chef d'Etat. Au pied de l'escalier de fer, le président tout frais élu abandonne sur sa gauche le guide de cette longue marche présidentielle, un homme brun de 25 ans qui s'éclipse en coulisse : Alexandre Benalla.

Ce soir de printemps 2017, derrière la tribune, le jeune homme veille pour la première fois de sa vie sur un président de la République. Un Graal, à 25 ans. Quelques jours plus tard, le voilà à l'Elysée comme adjoint au chef de cabinet – une formule floue qui signifie qu'il s'occupe désormais du quotidien du président. Il dispose d'un bureau et d'une voiture de fonction.

Quoique simple gendarme de réserve et alors que son expérience se limite à des missions de sécurité privée, le voilà chargé de superviser la protection d'Emmanuel Macron. Une étrangeté, puisque c'est d'ordinaire le groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR) qui est chargé de la sécurité du chef de l'Etat. Benalla et les hommes du GSPR (policiers et gendarmes) traitent désormais d'égal à égal. Non sans rivalités, de plus en plus aiguës.

« M. Sécurité » d'Emmanuel Macron

Dès l'été 2017, le nouveau « M. Sécurité » d'Emmanuel Macron accompagne le couple présidentiel dans la France entière : à vélo sur la route de la Corniche dans la station balnéaire du Touquet, le

berceau de Brigitte Macron, sur les pistes de La Mongie, au cœur des Pyrénées, durant l'hiver. Mais aussi au Salon de l'agriculture, étape obligée des présidents français, ou dans l'Orne, pour sécuriser le village de Berd'huis avant le « 13 heures » de Jean-Pierre Pernaut, sur TF1, en avril. Autour de Benalla, d'autres personnages discrets de la campagne d'Emmanuel Macron qui ont, comme lui, suivi le candidat à l'Elysée après la fameuse soirée à la Pyramide du Louvre.

L'équipe s'est formée pas à pas, entre la création d'En marche !, au printemps 2016, et la déclaration officielle de candidature, en novembre. La « bande d'Alexandre », comme l'appelle l'entourage du président, s'est soudée dans cette campagne électorale inédite dans l'histoire de la V^e République : un simple ministre, jamais élu, sans solide appareil derrière lui, porté au sommet de l'Etat.

Emmanuel Macron installe son siège de campagne dans un immeuble de la rue de l'Abbé-Groult, dans le 15^e arrondissement de Paris. Les « cerveaux » sont regroupés au sixième étage, les « gros bras » au quatrième. Le sixième, c'est l'étage d'Emmanuel Macron, « le chef ». Le quatrième, c'est celui d'Alexandre Benalla et du SO, le service d'ordre. « Alexandre était le seul à avoir accès au sixième », raconte un occupant du quatrième.

Au quatrième, on croise Christian Guédon, un ancien officier du GIGN, responsable de la sécurité d'En marche ! aux débuts du parti - un de ces visages anonymes qu'on aperçoit, à la télévision, dans le sillage du président. Et puis Pierre-Yves Baratier, un ancien militaire reconverti dans la « protection rapprochée », et Vincent Crase, un officier de réserve de la gendarmerie, chargé de la sécurité de l'immeuble. Crase, c'est cet homme que l'on retrouve avec Alexandre Benalla, le 1^{er} mai, place de la Contrescarpe, face à des manifestants qui les prennent pour des policiers.

Armoire à glace

Crase et Benalla se connaissaient bien avant de travailler ensemble pour le candidat Macron. A la veille des révélations du Monde, le premier nous assurait à peine connaître le second. En réalité, Crase a été le supérieur de Benalla avant de devenir son collaborateur dans la campagne. Selon des documents que nous nous sommes procurés, le capitaine Crase a dirigé en 2009 le stage de formation du gendarme réserviste Benalla, et a même signé l'attestation l'autorisant à manier un « pistolet automatique MAS G1 S ». Ils ne se sont plus perdus de vue. En 2016, au moment où se créait En marche !, les deux hommes ont fondé ensemble une éphémère Fédération française de la sécurité privée, qui, selon Vincent Crase, n'a « jamais eu d'activités ».

Cette équipe du quatrième étage, on la retrouve aujourd'hui dispersée entre l'Elysée et le siège de La République en marche, mais toujours soudée. Au siège du parti présidentiel, Pierre-Yves Baratier et Vincent Crase dirigent la sécurité. Christian Guédon, lui, a retrouvé la gendarmerie et a suivi Emmanuel Macron à l'Elysée. Il est devenu l'une des « épaules » du chef de l'Etat - en jargon de garde du corps, celui qui reste collé juste derrière l'homme à protéger.

C'est lui qu'on aperçoit dans une séquence filmée en janvier par « Quotidien », l'émission de TMC présentée par Yann Barthès. On y a rarement vu aussi nettement la proximité, voire la familiarité liant le président et ceux qui le protègent. Lors d'un déplacement, Emmanuel Macron signe des autographes en se moquant de Christian Guédon. Le garde du corps répond par un « enfoiré ! » et un « salaud ! », le président rit à gorge déployée.

Ce sont les piliers de l'équipe hétéroclite qu'Alexandre Benalla a recrutée au siège de campagne. On y retrouve des gardes du corps expérimentés et des novices comme « Makao », l'armoire à glace qui a tant intrigué les médias pendant la campagne présidentielle avant de réapparaître sur les écrans en candidat de l'émission de télé-réalité « Secret Story ». C'est Alexandre Benalla qui aurait repéré

et recruté ce « marcheur » ultra baraqué lors d'un déplacement du candidat Macron. Le SO peut aussi compter sur les vigiles de la société de sécurité privée Tego, recrutés pour sécuriser de nombreux meetings et déplacements, ainsi que sur les « helpers » – les bénévoles, en langage interne.

« Infos inutiles »

Au SO, l'ambiance est moins policée que dans le reste de l'équipe de campagne. A chacun son surnom : autour d'« Alex », il y a « Momo Testo » (pour « testostérone »), « Kamel Judoka » ou encore « Barbiche ». On croise aussi le chien de Vincent Crase. L'animal et son maître ont élu domicile le temps de la campagne dans une chambre aménagée au quatrième étage. Christian Guédon, l'ancien du GIGN, laisse parfois traîner dans les bureaux son Glock, un pistolet automatique.

« Dans l'équipe, il y avait aussi quelques amis d'Alexandre plus “racailles”, on les appelait “les vigiles de boîtes de nuit” », raconte un ancien du SO. Un jour, ils se seraient même disputés avec un bénévole et lui auraient jeté une bouteille au visage. Le sixième étage n'en a rien su. « Alexandre considérait qu'il ne fallait pas remonter les infos inutiles au chef, explique un témoin. Il savait que Macron, attaché à la probité, allait surréagir. »

Alexandre Benalla aime – déjà – jouer au policier. Il a l'idée de louer des monospaces Ford Galaxy bleu foncé, identiques à ceux utilisés par le groupe de sécurité de la présidence de la République. Il les fait équiper de gyrophares bleus, en théorie réservés aux forces de l'ordre (en juillet 2016, lorsqu'il était « chef de cabinet » du délégué interministériel de Jean-Marc Mormeck, sans salaire – mais avec carte de visite –, il avait déjà négocié un gyrophare et un pare-soleil « police » pour le délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer).

Pied sur l'accélérateur, on conduit « le chef » ou ses conseillers à leurs rendez-vous et aux meetings. Un passager se souvient d'un convoi emmenant le candidat sous la pluie vers un meeting dans l'est de la France, avec des pointes à 200 km/h : « A un moment, la voiture du “chef” a fait de l'aquaplaning sur l'autoroute, on s'est calmés. » Benalla tient aussi à équiper lui-même ses hommes. « On avait des gazeuses [des bombes lacrymogènes] de 400 ml, des grenades de dispersion, des matraques télescopiques en plastique, liste l'un d'eux. Ces armes nécessitent des autorisations qu'on n'avait pas toujours. »

« Macron, une fois qu'il fait confiance, il n'y a plus de contrôle »

En novembre 2016, Emmanuel Macron déclare enfin sa candidature. Il a désormais droit à une protection fournie par l'Etat. Le SO doit coordonner ses « missions » avec quelques policiers du service de la protection (SDLP) affectés à la campagne. Alexandre Benalla défend ses prérogatives. Dans des échanges entre membres du SO sur une messagerie privée, consultés par Le Monde, il résume ce que lui inspirent les consignes des policiers : ils n'ont qu'à « se faire enculer ». « Macron est un vrai entrepreneur donc il sait déléguer, mais une fois qu'il fait confiance, il n'y a plus de contrôle », analyse un ancien du service d'ordre de 2016, qui réclame comme tous les autres l'anonymat : « Dans la sécurité, tout le monde se connaît, personne ne tient à perdre son job. »

Le 4 juin, pour fêter le premier anniversaire de sa victoire, Emmanuel Macron a invité à l'Elysée près de trois cents anciens piliers et petites mains de sa campagne. Les anciens du service d'ordre étaient présents, en masse. Alexandre Benalla les a accueillis, comme s'il était un peu chez lui. Il venait tout juste d'être père. Les violences de la Contrescarpe, le mardi 1^{er} mai, et la discrète « suspension » de quinze jours signifiée par le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron n'avaient pas fuité hors de l'Elysée. Pour lui, la fête était vraiment complète.

Après leurs sanctions légères, Alexandre Benalla et Vincent Crase ne se sont pas cachés. Au contraire : au défilé du 14-Juillet sur les Champs-Élysées, on pouvait les croiser dans la tribune officielle, pas loin du « chef ». Parmi les invités, Vincent Crase, qui avait revêtu pour l'occasion son uniforme et ses galons d'officier de gendarmerie. Benalla, lui, assurait la sécurité de la tribune et des invités. C'était six jours avant sa garde à vue et son licenciement par l'Elysée.

Ariane Chemin et François Krug

* LE MONDE | 20.07.2018 à 14h19 • Mis à jour le 21.07.2018 à 06h43 :

https://abonnes.lemonde.fr/emmanuel-macron/article/2018/07/20/affaire-benalla-quand-la-bande-d-alexandre-suit-macron-a-l-elysee_5334111_5008430.html

La préfecture de police de Paris embarrassée et fragilisée par l'affaire Benalla

Les policiers s'indignent qu'un « observateur » de l'Elysée ait pu outrepasser son rôle. Des cadres de la préfecture de police sont mis en cause.

La stupéfaction le disputait à la colère dans les rangs des forces de l'ordre, jeudi 19 juillet, alors que l'« affaire Benalla », du nom de cet employé de l'Elysée surpris en train d'interpeller et de molester deux manifestants le 1^{er} mai, affublé d'un casque de police, prenait l'ampleur d'un scandale. Alexandre Benalla, 26 ans, adjoint au chef de cabinet d'Emmanuel Macron, avait été suspendu deux semaines, puis réintégré au service de la présidence de la République. Une mansuétude incompréhensible pour bon nombre de policiers.

Au-delà de son retentissement politique, cet épisode fragilise la préfecture de police de Paris (PP), chargée de l'organisation du maintien de l'ordre et de l'accompagnement des « observateurs », dont faisait théoriquement partie M. Benalla le 1^{er} mai. Trois cadres de la direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC), qui gère les manifestations dans le ressort de la PP, ont ainsi été suspendus jeudi soir à titre conservatoire : Laurent Simonin, un contrôleur général membre de l'état-major de la DOPC ; le commissaire Maxence Creusat, également membre de l'état-major ; et un commandant, chargé de la liaison entre l'Elysée et la PP. Ils sont soupçonnés d'avoir récemment fait parvenir un film de l'incident issu de la vidéosurveillance à l'employé de l'Elysée.

Benalla connu des services de la préfecture

D'après nos informations, la demande d'intégrer M. Benalla à la manifestation a en outre été faite directement par l'Elysée auprès de la DOPC, sans passer par le ministère de l'intérieur. Une autorisation sans doute facilitée par son statut particulier : M. Benalla, qui a travaillé durant la campagne présidentielle de M. Macron en tant que responsable de la sécurité, puis comme « chargé de mission » à l'Elysée, est en effet loin d'être inconnu des services de la préfecture.

« Je l'ai croisé plusieurs fois pendant la campagne, confirme un commissaire de la PP, et il était très présent sur les déplacements présidentiels. » Ce n'est pas la première fois qu'il participait à un service d'ordre, ajoute David Le Bars, du Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN) : « Cela fait des mois qu'il est présent sur les gros dispositifs de maintien de l'ordre. Il participe aux briefings préliminaires et aux débriefings et vient avec sa radio, donne des orientations à des commissaires en jouant de sa qualité. »

D'après les informations du *Monde*, M. Benalla était également présent au sein de la salle de commandement de la DOPC, le soir du 1^{er} mai, lorsque le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, et le préfet de police, Michel Delpuech, ont rendu visite aux troupes. Mais selon une source policière, ce n'est que le lendemain, en découvrant les vidéos, que la haute hiérarchie de la PP aurait rapporté l'incident au ministère de l'intérieur.

Brassard et talkie-walkie

Le 1^{er} mai, M. Benalla était présent place de la Contrescarpe, à Paris. Le secteur est placé sous l'autorité déléguée du commissaire Maxence Creusat, qui a été suspendu jeudi soir. La vidéo qui a circulé sur les réseaux sociaux montre M. Benalla et l'un de ses proches — Vincent Crase, employé de La République en marche — participant à l'interpellation de deux manifestants, un jeune homme et une jeune femme. Selon une information du *Monde*, la présence de ce second collaborateur occasionnel de l'Elysée n'avait pas été autorisée par la PP, qui ne l'aurait découverte que jeudi 18 juillet, lorsque l'Elysée a dévoilé son identité au lendemain de la révélation du scandale.

Sur plusieurs films, on aperçoit M. Benalla frapper un jeune homme et s'en prendre à une jeune femme, sous le regard passif de CRS. Comment expliquer que M. Benalla ait pu bénéficier d'autant de largesses dans son encadrement ? « L'Elysée, ça fout la trouille à tout le monde », lâche, prosaïque, Philippe Capon, du syndicat de gardiens de la paix UNSA-Police. « On n'est pas obligé de jouer les laquais de la présidence ! », s'étrangle un commissaire.

Place de la Contrescarpe, ainsi que sur d'autres images prises dans Paris, un homme en civil accompagne M. Benalla sans jamais s'interposer : il s'agit pourtant d'un membre de l'état-major de la DOPC, Philippe Mizerski, chargé d'encadrer l'« observateur » de l'Elysée, et qui ne pouvait donc ignorer sa qualité. Jeudi, Jean-Luc Mélenchon a par ailleurs déclaré identifier « formellement » ce policier comme étant celui qui lui « a demandé (...) de [s]e retirer de la marche silencieuse », en hommage à Mireille Knoll, le 28 mars, où il avait été chahuté. Une vidéo atteste de la présence de ce fonctionnaire.

Autre question soulevée par cette affaire : comment Alexandre Benalla a-t-il pu arborer un brassard de police, ainsi qu'en témoignent plusieurs vidéos ? La PP précise qu'elle dote les observateurs qu'elle accueille « de casques et de gilets pare-balles permettant d'assurer leur protection. » Les brassards de police ou la radio portative, en revanche, ne font pas partie du matériel attribué.

« Des amateurs »

Afin d'éclaircir ces aspects du dossier, le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, a annoncé, jeudi, au Sénat, avoir saisi l'inspection générale de la police nationale (IGPN). Cette enquête administrative vient en complément de l'enquête judiciaire ouverte jeudi matin par le parquet de Paris pour « violences par personne chargée d'une mission de service public », « usurpation de fonctions » et « usurpation de signes réservés à l'autorité publique », dans le cadre de laquelle M. Benalla et M. Case ont été placés en garde à vue vendredi. Le parquet de Paris a par ailleurs à son tour cosaisi l'IGPN pour mener l'enquête judiciaire.

Ce n'est pas la première fois que M. Benalla témoigne de son goût pour les attributions régaliennes. Compte tenu de son rôle pendant la campagne présidentielle et à l'Elysée, il bénéficie d'une autorisation de port d'arme. D'après nos informations, la demande a été faite par l'Elysée auprès de la PP et a été satisfaite en octobre 2017. M. Benalla est donc connu du SDLP, le service de police spécialisé dans la protection des personnalités, et de son émanation le GSPR, chargé de la protection du président de la République.

Sa situation ne manque pas, là non plus, d'interroger. « Depuis quand met-on des amateurs pour s'occuper de la protection du président alors qu'on a des policiers et des gendarmes qui sont des professionnels ?, interroge Jean-Paul Mégret, du Syndicat indépendant des commissaires de police. Résultat, on se retrouve avec des gens qui n'ont aucun sang-froid. » Un connaisseur de la question fait remarquer que « c'est la première fois depuis le général de Gaulle qu'on contourne les services officiels ».

Soren Seelow et Julia Pascual

• LE MONDE | 20.07.2018 à 10h51 • Mis à jour le 20.07.2018 à 22h54 :

https://abonnes.lemonde.fr/police-justice/article/2018/07/20/affaire-benalla-les-crs-ont-vu-des-civils-et-ils-ont-cru-que-c-etait-la-bac_5333977_1653578.html
